

- 8° Le décompte du temps passé ;
- 9° Les prix des différentes prestations ;
- 10° Le cas échéant, les frais de déplacement ;
- 11° Lorsque la personne morale ou l'entrepreneur individuel est agréé en application de l'article **L. 7232-1** mais non déclaré au titre de l'article **L. 7232-1-I**, les devis, factures et documents commerciaux indiquent que les prestations fournies n'ouvrent pas droit aux avantages fiscaux prévus par l'article **L. 7233-2**.

D. 7233-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque les prestations de service sont imposables à la taxe sur la valeur ajoutée, les taux, prix et frais de déplacement mentionnés à l'article **D. 7233-1** comprennent cette taxe.

D. 7233-3

Décret n°2016-1895 du 28 décembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Seules peuvent ouvrir droit à l'aide prévue par *l'article 199 sexdecies du code général des impôts*, les factures acquittées :

- 1° Soit par carte de paiement, prélèvement, virement, titre universel ou interbancaire de paiement ou par chèque ;
- 2° Soit par chèque emploi-service universel.

D. 7233-4

Décret n°2016-1895 du 28 décembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La personne morale ou l'entrepreneur individuel déclaré en application de l'article **L. 7232-1-I** délivre à chacun de ses clients une attestation fiscale annuelle, pour leur permettre de bénéficier de l'aide prévue par l'article 199 sexdecies du code général des impôts.

Cette attestation mentionne :

- 1° Le nom, l'adresse et le numéro d'identification de la personne morale ou de l'entrepreneur individuel ;
- 2° Le numéro et la date d'enregistrement de la déclaration ;
- 3° Le nom de la personne ayant bénéficié du service, son adresse, le numéro de son compte débité le cas échéant, le montant effectivement acquitté ;
- 4° Un récapitulatif des interventions faisant apparaître le nom et le code identifiant de l'intervenant, ainsi que la date et la durée de l'intervention.

Section 2 : Mesures fiscales

D. 7233-5

Décret n°2016-1895 du 28 décembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les activités de service à la personne à domicile ouvrent droit à l'aide prévue par *l'article 199 sexdecies du code général des impôts* sous les réserves suivantes :

- 1° Le montant total des travaux de petit bricolage dits hommes toutes mains est plafonné à 500 euros par an et par foyer fiscal. La durée d'une intervention de petit bricolage ne peut excéder deux heures ;
- 2° Le montant de l'assistance informatique et Internet à domicile est plafonné à 3 000 euros par an et par foyer fiscal ;
- 3° Le montant des interventions de petits travaux de jardinage des particuliers est plafonné à 5 000 € par an et par foyer fiscal.

service-public.fr

> Impôt sur le revenu - Crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile : Plafonds spécifiques pour les dépenses liées à certaines prestations